



Après le passage de 6 à 4 tranches de l'impôt sur le revenu et la mise en place du bouclier fiscal qui favorise les français les plus aisés,
les fonctionnaires doivent-ils se contenter d'une augmentation de 0,8% au 1er février ?

Après l'expression du ras le bol général dans nos services lors de la grève du 14 décembre, aucune réponse n'a été apportée par la direction et le ministère qui continue sa démarche.
La logique engagée est de fragiliser le service public.

Le 8 Février, dites NON !

- **A la baisse du pouvoir d'achat**
 - **Aux suppressions d'emplois**
 - **Au démantèlement et à l'abandon du service public**
 - **A la dégradation des conditions de vie au travail**
- ♦ **Nous réclamons** un salaire qui permette tout simplement de vivre et de se loger décemment. Certes + 0,8 % au 1^{er} février c'est mieux que + 0,5 %, mais à côté des augmentations du coût de la vie, on est loin du compte.
Les retraités de la fonction publique voient aussi leur pouvoir d'achat diminuer fortement.

C'est tout simplement de la provocation "électorale"

- ♦ **Nous réclamons** des créations d'emplois de titulaires en nombre suffisant afin de permettre le maintien d'un service de proximité et de qualité. En défendant leurs emplois, en exigeant des créations de postes, est-ce vraiment une attitude de privilégiés qu'adoptent les fonctionnaires ?
- ♦ **Nous réclamons** le maintien du rôle de l'état et des services publics. Diminuer l'impôt sur le revenu et réduire le nombre de fonctionnaires, c'est la fin prochaine du service public et l'accélération de l'inégalité entre les français.

Plus nous serons nombreux en grève, plus celle-ci aura de répercussions

TOUS EN GREVE LE 8 FEVRIER 2007
POUR LA SATISFACTION DE NOS REVENDICATIONS !
Rendez-vous à la Maison de la Culture d'Amiens à 14H30